



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Vu BG → CG  
- GUN OK: DSSP.022\_0406

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Environnement et Prévention des Risques**

→ DSSP

**Arrêté n°358-DBPP-2022 portant mise en demeure  
de respecter les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-3 du code de l'environnement**

**La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-8, R. 512-39-1 à 3, R. 512-75-1 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21/11/2002 autorisant la société Auto Casse Giband Duranton à exploiter une installation de stockage et récupération de déchets de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage au 66 rue Mathieu de la Drôme à St Etienne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12/07/2012 actant la reprise de ses activités par la société Auto Pièces Giband Peyrache ;

**Vu** la mise en liquidation judiciaire du 26/01/2022 de la société Auto Pièces Giband Peyrache et la désignation de la SELARL MJ SYNERGIE en tant que liquidateur ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**Vu** le courrier du 07/07/2022 adressé à la SELARL MJ SYNERGIE portant à sa connaissance le projet d'arrêté et lui demandant de faire part de ses observations sous un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant suite à la notification du projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure ;

**Considérant** que la SELARL MJ SYNERGIE, informée par courrier électronique du 07/04/2022 des mesures qu'il lui appartenait de prendre en vue de procéder à la cessation d'activité en application des articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la SELARL MJ SYNERGIE n'a pas mis en œuvre ces dispositions ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la SELARL MJ SYNERGIE doit être mise en demeure de respecter ces prescriptions ;

**Considérant** l'absence d'observation de la SELARL MJ SYNERGIE ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRETE**

Standard : 04 77 43 44 44

Télécopie : 04 77 43 53 02

Site internet : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr)

Immeuble « Le Continental », 10 rue Claudius Buard CS 40272 - 42014,  
Saint-Etienne Cedex 2

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La SELARL MJ SYNERGIE, domiciliée au 8 rue Blanqui à Saint-Etienne, représentant la société Auto Pièce Giband Peyrache, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement :

#### **1/ Dans un délai d'un mois :**

- en notifiant à madame la préfète la mise à l'arrêt définitif de l'installation qu'elle exploitait au 66 rue Mathieu de la Drôme à St Etienne ;
- en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité du site telle que définie à l'article R. 512-75-1 ;
- en consultant l'EPCI et les propriétaires du terrain concerné par la cessation d'activité sur l'usage futur selon les dispositions de l'article R. 512-39-2.

#### **2/ Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre :**

- en faisant attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de la mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine ;
- en transmettant cette attestation à l'inspection des installations classées.

#### **3/ Dans un délai de 6 mois suivant la notification de la mise à l'arrêt :**

- en transmettant à madame la préfète un mémoire de réhabilitation tel que défini à l'article R. 512-39-3, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés ;
- accompagné de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

### **Article 2**

Faute pour la SELARL MJ SYNERGIE de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

### **Article 4**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Étienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Étienne, le

04 AOUT 2022

Pour la préfète et par délégation

### copie adressée à :

- SELARL MJ SYNERGIE  
8 rue Blanquis  
42000 Saint-Étienne
- Mairie de Saint-Étienne
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

Pour la préfète et par délégation  
le sous-préfet de Montbrison

Jean-Michel AIAUX



